

Vivement dimanche

PAR LES GRACQUES

A boulets rouges. Le collectif de personnalités de la société civile engagées à gauche se fâche contre la « vieille gauche », qui s'oppose à la loi Macron, à l'ouverture des magasins le dimanche... et à toute réforme. Cinglant.

Arrêtons le délire. La frontière entre la gauche et la droite ne passe pas au huitième dimanche travaillé. Ni au treizième.

La gauche, c'est autre chose. C'est la volonté de justice sociale, de solidarité, d'égalité des chances. C'est la protection des faibles et la résistance face aux forts. C'est l'intérêt général, la défense des droits de l'homme, la laïcité et la défense farouche de toutes les libertés, y compris celles d'entreprendre et de travailler. Si cela venait à être menacé dans notre pays, alors oui, des voix pourraient et devraient s'élever pour appeler à un choix de société ou de civilisation. Mais le travail le dimanche!

Le drame de la vieille gauche, c'est quand elle ne s'exprime plus que par la voix de professionnels de parti, qui n'ont souvent aucune expérience personnelle de la vie de l'entreprise ni de la vie tout court. Ils sont les héritiers d'une grande histoire, mais ne partagent plus rien de ce qui a rassemblé des générations autour des plus nobles rêves du monde. Ils pensent l'économie et conçoivent les lois comme on parle entre copains de football ou de météo; et ils déclinent leur répertoire de postures au micro des chaînes d'info ou sur leur blog.

Cette gauche-là défend tous les acquis, jusqu'à ceux des huissiers de justice. Contre tous ceux qui veulent se battre, travailler, créer; et d'abord contre les jeunes. Ce qu'elle défend, au fond, c'est sa vision autocratique du monde et ses réflexes interventionnistes. Dès que quelque chose bouge, elle le taxe. Si cela bouge encore, elle le régule. Et, quand ça ne bouge plus, elle est prête à le subventionner. Rien de plus logique que sa marraine politique retrouve là la continuité de son parcours, de la réduction bureaucratique de la durée du travail à la révolte contre la loi Macron.

Aux armes citoyens, contre... l'ouverture des magasins le dimanche? A force d'outrances, le débat gauche-droite, hier structurant, a fini par sombrer

dans le néant. Le voilà désormais évincé par le débat qui oppose la France du bas et celle d'élites qui ont abandonné le peuple. Le peuple le leur fera payer. Le peuple des chômeurs, des jeunes, de tous ceux que l'on prive d'avenir...

Car la France, malgré sa richesse, ses talents, son Histoire, son Etat, ses Prix Nobel, sa culture, ses immenses atouts, est en voie de basculer en deuxième division. Et de mettre en danger l'Europe, projet magnifique mais hors de portée si le couple franco-allemand n'est plus en état de le soutenir.

Les Français ne sont pas dupes

La France aujourd'hui fait peur à ses voisins, par sa résistance aux réformes, pourtant plus douces que celles qu'ont réussies les pays du Sud, et par la montée des tentations démagogiques chez les extrémistes ou au sein même des deux partis de gouvernement. Italiens, Anglais, Espagnols, Allemands plus encore, tous nous regardent atterrés, persuadés que le risque de chaos est réel, entre effondrement de l'euro et déferlante populiste.

Et pendant ce temps-là, la France se demande combien de dimanches...

Pourquoi ce débat sur la loi Macron occupe-t-il tout l'espace public? Parce que les frondeurs y ont vu un marqueur simple pour s'offrir le beau rôle, tout en attaquant l'axe Valls/Fabius/Macron/Rebsamen, c'est-à-dire la ligne de force et de cohérence de l'exécutif. Parce que les syndicats préfèrent mettre

Gracques, mode d'emploi

Ils sont hauts fonctionnaires, médecins, cadres, avocats ou enseignants. Depuis 2007, ils s'expriment régulièrement pour défendre leur vision réformatrice de la gauche. Ils ont publié « Ce qui ne peut plus durer » (Albin Michel, 2012). www.lesgracques.fr

« Dès que quelque chose bouge, la vieille gauche le taxe. Si cela bouge encore, elle le régule. Et, quand ça ne bouge plus, elle est prête à le subventionner. »

à bas, avant qu'il ne soit voté, un texte qui les renverrait à leur responsabilité en subordonnant l'ouverture dominicale, que de nombreux salariés réclament, à la conclusion d'un accord entre partenaires sociaux. De son côté, l'opposition se satisfait de marquer un point politique en s'opposant à des réformes qu'elle sait nécessaires, simplement parce qu'elles sont proposées par la gauche.

Mais tout indique, et d'abord les sondages, que les Français ne sont pas dupes. Notre peuple veut qu'on le laisse travailler, consommer et vivre comme il l'entend. Nos étudiants veulent pouvoir accéder à des petits jobs. Nos salariés

« Nos concitoyens veulent être libres de faire ce qui leur plaît quand ils en ont envie. »

veulent pouvoir augmenter leurs revenus. Nos concitoyens veulent être libres de faire ce qui leur plaît quand ils en ont envie. Voilà pourquoi le texte que défend Emmanuel Macron est décisif. Il fait rempart entre notre pays et le principe d'irréalité que des gens qui se prétendent de gauche veulent nous asséner. Quitte à provoquer la faillite économique, la destruction de notre protection sociale et le discrédit général. Cette gauche-là est le plus sûr agent électoral de l'extrême droite.

Pour l'exécutif, l'occasion est belle de prouver au monde que la France peut se réformer. Que gouverner ne se réduit pas toujours à des compromis sur tout et que la démocratie ne se résume pas au blocage de toutes les décisions par l'addition d'oppositions stériles. C'est avant tout à cela que servira la loi Macron : montrer qu'on peut faire bouger les lignes.

La Constitution a prévu une telle situation. Cela s'appelle l'article 49/3 : ou les frondeurs se taisent ou ils votent la censure avec la droite, ce qu'ils ne feront pas.

Alors le texte passera. Le pays sera rassuré. L'Europe respirera de savoir qu'indifférent aux aboiements notre gouvernement est résolu à faire avancer la caravane France. Et que le chaos n'est pas fatal ■

WITTS/SIPA (X 2)

ÉTAT LE PRÉFET REHAUSSÉ



Vallaud-Belkacem, Mandon et Valls, le 20 novembre 2014.

**TOILETTER
LES 1 000 MISSIONS
DE SERVICE PUBLIC
DE NOTRE ÉTAT
VENTRIPOTENT.**

Par quel bout prendre la réforme de l'Etat ? Manuel Valls, épaulé par Thierry

Mandon, son secrétaire d'Etat à la Simplification, a décidé d'écouter la base. Depuis décembre, une quinzaine de consultations ont déjà eu lieu auprès des agents, des associations d'élus et des professionnels concernés des 14 territoires tests. Il s'agit de toiletter les quelque 1 000 missions de service public de notre Etat ventripotent pour lui rendre son « autorité », sa « science », son « efficacité ». « Des premières réunions il apparaît

déjà une très grosse demande de proximité, notamment dans la gestion de l'emploi, des aides aux entreprises, du logement et de l'éducation. Avant même de parler de transférer des missions aux acteurs locaux, le préfet doit être l'interlocuteur prioritaire des collectivités locales, plutôt que les administrations centrales », indique Thierry Mandon, à qui un rapport d'étape sera remis mi-janvier. Les premières décisions seront prises à la suite d'un séminaire gouvernemental fin février. Certaines seront rapides, d'autres demanderont plus de temps.

Autres thèmes souvent évoqués lors des consultations : le besoin d'une plus grande interconnexion des données numériques entre les administrations, et un changement managérial. « Nous devons faire passer la culture de l'Etat d'un modèle hiérarchique vertical à un modèle plus collaboratif, capable d'écouter les agents et les usagers », indique Mandon, soucieux qu'à l'avenir l'Etat entrave moins l'initiative pour mieux corriger les erreurs a posteriori ■ EMMANUEL BERRETTA

PÉRISCOPE

Nouvelles têtes. Sylvie Hubac, la directrice de cabinet de François Hollande, remplacée par le préfet Thierry Lataste, a décidé de retourner au Conseil d'Etat sans solliciter de poste. Afin de favoriser la « transversa-



lité », l'Elysée n'est plus organisé en « pôles » ; tous les conseillers sont désormais sur un pied d'égalité. Laurence Boone (photo), jusqu'ici conseillère économique, devient la « sherpa » du président pour les négociations économiques lors des sommets européens, du G8 et du G20. Delphine Prady quitte François Rebsamen pour le Château afin de suivre, en tant que « chargée de mission », l'énergie et l'environnement.

Annabelle Vandendriessche (ex-Place Beauvau) suivra, quant à elle, les collectivités locales. ■ E. B.

Rentré. Bruno Le Maire reprendra dès le 5 janvier ses déplacements en France à un rythme effréné de deux par semaine. « Il veut aller rencontrer les Français, les pros, les artisans, les entrepreneurs pour s'enrichir d'expériences vécues », explique l'un de ses collaborateurs. Le 31 janvier, après ses vœux à Evreux et un voyage à Berlin avec Nicolas Sarkozy, l'ancien ministre réunira ses fidèles pour leur présenter sa feuille de route. Au programme : soutien aux candidats aux cantonales, écoute du terrain, et élaboration d'un projet main dans la main avec les parlementaires. Sa marotte du moment ? L'éducation. ■ L. D.



Retrouvez chaque jeudi la chronique politique de Charlotte Chaffanjon à 6 h 47 dans « Le 5/7 » d'Eric Delvaux et Catherine Boullay.